

Raymond Poincaré (1860-1934)

Avocat et homme d'état français, Raymond Poincaré est le président de la République Française du 18 février 1913 au 18 février 1918. Républicain et laïque, il demeure modéré. Il appelle Clémenceau en 1917, qui l'évince des négociations de paix. Ami de Georges Leygues, il rédige ses mémoires en 1926/28 à Saint-Raphaël, dans la villa Sainte-Anne de son hôte.



Raymond Nicolas Poincaré naît dans une famille aisée de Bar-le-Duc, le 20 août 1860. Son père, polytechnicien, travaille comme ingénieur, puis inspecteur général des Ponts-et-Chaussées. Raymond Poincaré passe son enfance dans la maison bourgeoise de ses grands-parents maternels. Il est le neveu d'Émile Poincaré, doyen de la faculté de médecine de Nancy, le frère aîné de Lucien Poincaré, directeur de l'Enseignement secondaire au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et le cousin germain du mathématicien Henri Poincaré.

Après des études à Nancy, il termine sa scolarité au lycée Louis le Grand à Paris avant de poursuivre son Droit. Il finit major de la conférence du barreau.

Formé à la politique par Jules Develle, élu ensuite conseiller général dans la Meuse, Poincaré se forge une réputation de républicain modéré et conciliant dès son premier mandat de député.

En 1895, il ouvre son cabinet, qui détient une clientèle très prestigieuse pour les affaires de presse — il est avocat du Syndicat de la presse parisienne —, les affaires littéraires — il est notamment l'avocat de l'écrivain Jules Verne— et le droit des sociétés — avec les plus grandes entreprises industrielles et financières du moment.

En 1887 il est élu député de la Meuse ; il est alors le benjamin de l'hémicycle. En 1892, il est rapporteur de la commission des Finances, au moment du scandale de Panama et est réélu l'année suivante. À trente-six ans, il a déjà été trois fois ministre : de l'Instruction publique, sous Dupuy, puis des finances, et de nouveau chargé de l'Instruction publique, dans le cabinet Ribot, en 1895. Il est partisan de la laïcité mais éloigné de l'anticléricisme radical. Il prône en effet une « école neutre », dont la vocation serait de produire de vrais patriotes.

Durant l'affaire Dreyfus, il adopte une attitude prudente. Il fait d'abord partie de ceux qui souhaitent étouffer un scandale qu'ils jugent contraire à la raison d'État. Il se rallie finalement au camp dreyfusard.

Bien que républicain et laïque — signe sûr, à la Belle-Epoque, d'une appartenance à la gauche — Poincaré demeure très modéré. En juin 1899, le président de la République Emile Loubet le pressent comme président du Conseil. Mais Clemenceau ironise : « Le don de Poincaré n'est pas à dédaigner : c'est l'intelligence. Il pourrait faire remarquablement à côté de quelqu'un qui fournirait le caractère ».

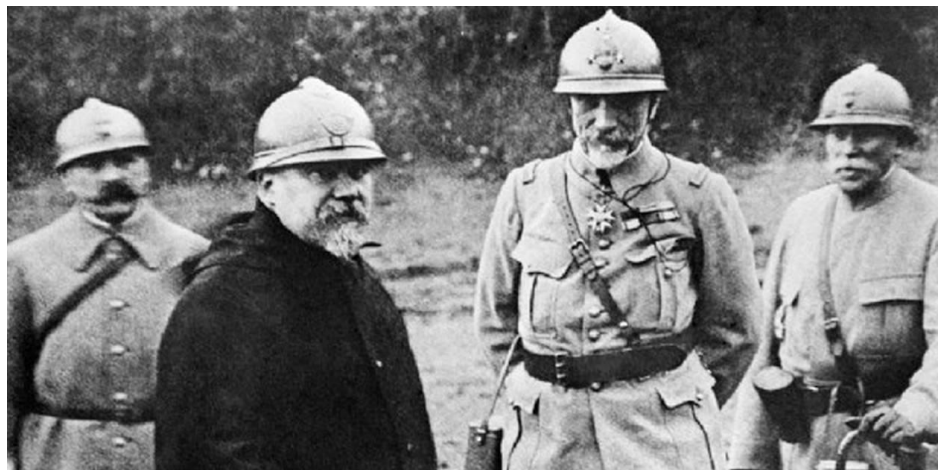
Poincaré s'oppose à la politique anticléricale d'Emile Combes, mais il soutient cependant de façon générale, le cabinet combiste. Il est élu sénateur dans la Meuse en 1903. À la chambre haute, bien que chacun lui reconnaisse une vaste culture classique, ses discours sont jugés monotones desservis par une voix haut perchée. Il quitte le Sénat en 1913, date à laquelle il est élu à l'Élysée, puis reprend ses fonctions en 1920 et ce jusqu'en 1934, date de son décès. En 1906, Clemenceau, qui juge pourtant Poincaré un peu trop mou, lui propose d'entrer au gouvernement ce qu'il refuse.

Il est élu à l'Académie Française en 1909.

En janvier 1912, il est nommé Président du Conseil et forme un gouvernement de républicains modérés. Il s'octroie le portefeuille des Affaires étrangères et tente le rapprochement avec l'Angleterre, la consolidation de l'alliance avec l'empire des tsars et la fermeté avec l'Allemagne. La presse parisienne lui fait alors une réputation flatteuse de détermination. Il se présente à l'élection présidentielle et est élu le 17 janvier 1913.

Son mandat de chef de l'État est marqué par la première guerre mondiale, pendant laquelle il est l'artisan de l'Union Sacrée, politique et sociale, aux côtés de René Viviani, d'Aristide Briand puis de Georges Clemenceau.

Fin 1917, il nomme Clemenceau, dont il admire la fermeté de caractère, comme président du Conseil. Son rôle devient alors plus discret. Dans les dernières semaines de la guerre, il est partisan avec Pétain de



poursuivre les Allemands jusque chez eux alors que Clémenceau qui estime que la guerre a été suffisamment meurtrière, veut rapidement obtenir un armistice. Il est par la suite littéralement exclu par Clemenceau des négociations du traité de Versailles.

Bien qu'initialement classé à gauche, Paul Vaillant-Couturier l'attaque : « Il est l'homme du militarisme et de la petite-bourgeoise. » Sa politique de rigueur budgétaire le rend impopulaire. En 1924, il présente sa démission. On le rappelle à la tête du gouvernement en 1926, devant l'ampleur de la crise financière.

Il nomme Georges Leygues Ministre de la Marine de juillet 1926 à novembre 1928. A cette époque il séjourne chez Georges Leygues à Saint-Raphaël où il rédige ses mémoires : « Une

terrasse à pilastres Napoléon III, de grands pins penchés, une colonne dorique qui se détache sur la mer, et la grande maison au porche de marbre gris : au bord de la Méditerranée, la villa Sainte-Anne où, il y a un an, pour l'Illustration, Raymond Poincaré a été photographié en compagnie de sa femme ; Georges Leygues avait prêté sa maison à l'ancien président de la République durant une année pour qu'il y pût rédiger ses mémoires». (Jacques Raphaël-Leygues).

Les dix volumes de *Au service de la France* sont publiés entre 1926 et 1934. Malade et fatigué, il démissionne en 1929. En 1931, il est élu bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, mais démissionne dès le mois d'octobre suivant. Devenu sénateur, il meurt le 15 octobre 1934 à son domicile. En raison de la situation financière précaire du couple, le Parlement doit voter une pension à sa veuve.

Ses obsèques nationales ont lieu à Paris le 20 octobre en présence des membres du gouvernement et des missions étrangères.